



PARTI SOCIALISTE

Service de Presse

Le 24 mai 2001

COMMUNIQUE DE JEAN-PIERRE SUEUR Secrétaire national à l'Education

Jacques Chirac parle. Lionel Jospin agit. La violence à l'école est inacceptable. Il est toujours facile de disserter sur ce sujet. Mais la réalité, c'est qu'aucun autre gouvernement que celui de Lionel Jospin n'a jamais doté les établissements scolaires d'autant de personnels et de moyens pour lutter concrètement contre la violence à l'école.

Aucun autre gouvernement n'a jamais mis en œuvre une démarche globale pour lutter contre la violence scolaire, s'appuyant sur les personnels de l'Education Nationale et l'ensemble des autorités publiques concernées. Et il faut rappeler que le dernier Ministre de l'Education Nationale de Droite, qui appartenait au Gouvernement de Monsieur Juppé a, lui, supprimé des centaines de postes et n'a rien fait pour lutter contre la violence scolaire ni contre les fortes inégalités qui portent préjudice aux établissements situés dans les quartiers en difficultés.

Dans ces domaines, seuls les actes comptent. Et il est difficile de faire passer une tournée pré-électorale pour autre chose qu'une tournée pré-électorale.

Par ailleurs, l'action réformatrice accomplie par Jack Lang mérite mieux que des commentaires simplistes. Il est clair que l'école a pour mission fondamentale de permettre aux jeunes d'acquérir des connaissances. Elle doit aussi favoriser l'épanouissement de la personnalité de chaque jeune. Il n'y a pas lieu d'opposer ces deux objectifs qui sont parfaitement complémentaires.

Enfin, la juxtaposition des déclarations de Jacques Chirac sur le « Service Public de l'Education Nationale » et « l'autonomie des établissements » relève de la facilité rhétorique et est lourde d'ambiguïté, dans un contexte où plusieurs responsables de la droite ont récemment pris position pour des conceptions de l'autonomie qui se traduiraient, dans les faits, par une concurrence généralisée entre les établissements, l'accroissement des inégalités et, en définitive, la mise en cause du service public.